

ROOSEVELT ET LA QUESTION SUDÈTE. UNE ÉTUDE DE DIPLOMATIE AMÉRICAINE

James H. Wolfe

Lors d'une rencontre sur la côte de Terre-Neuve en août 1941 le président Franklin D. Roosevelt et le premier ministre Winston S. Churchill se mirent d'accord sur leurs objectifs de politique étrangère. L'un des principaux était l'engagement, à prendre comme une des bases de paix pour l'après-guerre, de garantir pour tous les peuples le droit à disposer eux-mêmes de leur nationalité. Woodrow Wilson, déjà, par le dixième de ses quatorze points orientait son gouvernement vers un idéal tendant à ce que chaque groupe politique puisse déterminer son appartenance nationale. Quand ils se trouvèrent dans l'obligation de prolonger une coalition de temps de guerre pour l'établissement d'une organisation du monde, Wilson et Roosevelt succombèrent à l'éthique wébérienne de finalité et sacrifièrent le principe de l'autodétermination des peuples pour s'efforcer de maintenir une entente totale entre les Grandes Puissances. L'exposé de la diplomatie de Roosevelt au sujet des Sudètes allemands montre le tragique de se plier à l'opportunisme en ce qui concerne les affaires d'état, ce qui se trouve être une des caractéristiques de la politique des États Unis au cours de la deuxième guerre mondiale.

L'esprit d'autocratie, par son influence sur le rôle, l'information, la motivation du maître des décisions, fournit la meilleure explication à l'attitude de Roosevelt envers les Allemands des Sudètes. En tant que commandant en chef dans un conflit mondial Roosevelt était prisonnier de son rôle formidable, celui d'un Cincinnatus dont l'autorité ne pouvait être contestée qu'à voix basse. Les sources d'information du Président sur les affaires européennes étaient unilatérales en ce qu'elles excluaient tout apport suggérant une amélioration à ce que le Secrétaire d'État à la guerre, Henry L. Stimson, appelait „un crime contre la civilisation“, une paix à la carthaginoise pour l'Allemagne. L'origine de cette politique était dans la conviction de Roosevelt qu'une participation allemande à la politique mondiale ne pourrait être qu'une force du mal. A la différence de celle de l'Union Soviétique la politique américaine se limitait à prescrire la destruction définitive de l'acteur allemand sur le théâtre international. En conséquence l'accord de Munich que Roosevelt avait alors salué comme une victoire de la paix devait être invalidé par la reconstitution de l'État Tchécoslovaque d'avant 1938. Le chef du gouvernement provisoire tchécoslovaque à Londres, Edouard Beneš, gagna la confiance des leaders de la politique américaine, comme il l'avait déjà fait une génération auparavant à la conférence de la paix de Paris, et orienta leurs idées sur la réorganisation politique de l'Europe Centrale. Beneš s'employa à surmonter la répugnance des Américains à approuver l'expulsion projetée de la population allemande de sa patrie de Bohême et de Moravie. Son heure vint à la conférence anglo-américaine

TRIDENT (1943), quand, en insinuant qu'il bénéficiait de l'appui du Maréchal Staline, Beneš persuada Roosevelt de sacrifier sa promesse relative à l'autodétermination et de donner son accord au transfert des Allemands des Sudètes, plutôt que de se risquer à perdre la coopération de l'Union Soviétique dans la construction d'un ordre nouveau.